

FRANCE

POLITIQUE

GOLFE STORY

Le casting a changé, pas le scénario. Débutée tambour battant sous le quinquennat de Nicolas Sarkozy, la « Golfe Story » de la France s'est poursuivie avec la même ardeur sous celui de François Hollande. Pourquoi se priver ? Les milliards de dollars issus de la rente pétrolière et gazière des Etats de la péninsule Arabique ne demandaient qu'à tomber dans l'escarcelle des entreprises françaises, soucieuses de s'implanter dans le désert. Dans quelques poches personnelles, aussi, comme la justice ne cesse de le découvrir au gré des affaires mettant en cause l'ancien clan sarkoziste. Cette « diplomatie du portefeuille », qui fait évidemment peu de cas du respect des droits de l'homme et du rigorisme religieux pratiqué par ces nouveaux amis de la France, a vu émerger une nouvelle catégorie d'acteurs, prêts à vendre leurs carnets d'adresses diplomatiques pour faciliter l'obtention d'un marché, ou leur entrent dans le business pour aplanir des divergences géopolitiques. Hommes de réseaux, ces « intermédiaires », comme on les qualifie pudiquement, sont au cœur des « contrats du siècle » qui font régulièrement les gros titres de la presse économique. Ils n'aspirent qu'à rester dans l'ombre, laissant aux PDG et aux responsables publics la lumière médiatique. *Marianne* a voulu percer quelques-uns de leurs secrets, du Qatar à Abou Dabi en passant par l'Arabie saoudite. Une plongée dans des sables passablement mouvants... ■ ARNAUD BOUILLIN

ian langston / epa / maxppp



LA DANSE DU VENTRE LE GUEN POUR DRAGU



De 2015 à 2016, le secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement a multiplié les rencontres avec l'ambassadeur du Qatar en France. **Pour tenter, moyennant son soutien, de restaurer l'image de la monarchie du Golfe ? Il dément. Enquête.**

PAR BRUNO RIETH

ALLIANCE D'INTÉRÊTS

Jean-Marie Le Guen et cheikh Tamim ben Hamad al-Thani, émir du Qatar, à Paris, le 23 juin 2014.

Le Qatar ? On est loin, très loin, de son domaine de compétence. Et pourtant, dès sa nomination comme secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement, il y a trois ans, Jean-Marie Le Guen s'est pris de passion pour ce petit émirat. Un amour très intéressé, voire vénal, comme l'affirmaient en octobre dernier dans leur livre, *Nos très chers émirs*, les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot. Selon eux, Le Guen aurait essayé d'« imposer une agence de communication » à l'ambassadeur du Qatar en France, Meshal al-Thani, « afin de "gérer" les déclarations de certains hommes politiques, moyennant rétribution ». Jean-Marie Le Guen a annoncé le 19 octobre dernier qu'il portait plainte en diffamation, récusant ces « allégations délirantes ». Pourtant, après plusieurs mois >

DE JEAN-MARIE LE GUEN ET L'AMBASSADEUR DU QATAR

> d'enquête, *Marianne* a recueilli un certain nombre d'éléments qui jettent le trouble sur la ligne de défense du responsable socialiste.

Nous sommes en avril 2014. A peine installé dans ses nouveaux habits de secrétaire d'Etat, Jean-Marie Le Guen, qui deviendra rapidement la terreur des députés PS - frondeurs ou non -, ne perd pas de temps. « *Il a pris l'initiative de contacter le cabinet de l'ambassadeur pour demander que soit organisé un déjeuner. Pour faire connaissance, disait-il* », confie un proche des Qataris. Sauf que Meshal al-Thani, le nouvel ambassadeur envoyé par Doha pour « *faire le ménage* » dans les pratiques de son prédécesseur, trop adepte de la diplomatie du portefeuille, cherche à limiter les contacts avec les politiciens.

« *Meshal al-Thani avait réduit ses échanges avec les responsables français au strict nécessaire pour de bonnes relations diplomatiques. Il a rencontré Laurent Fabius lorsqu'il était à la tête des Affaires étrangères, son successeur, Jean-Marc Ayrault, le porte-parole du ministère et quelques conseillers politiques en charge de l'international. Toutes les autres demandes, il laissait courir* », confie-t-on dans l'entourage du diplomate.

AMADOUER LE CHALAND

Epaulé par sa nouvelle attachée de presse, Sihem Souid, chroniqueuse au *Point* et ex-fonctionnaire de police passée par le cabinet de Christiane Taubira qui s'est reconvertie dans le conseil - elle s'occupe notamment de redorer l'image de l'Arabie saoudite et du Qatar -, l'ambassadeur a réorienté sa stratégie de communication en se focalisant sur la presse, multipliant les déjeuners avec les journalistes en vue sur la place de Paris.

Meshal al-Thani temporise donc, les politiques n'étant plus sa priorité. Mais Jean-Marie Le Guen s'accroche, et son cabinet relance régulièrement le Qatar. Il en va ainsi durant plus d'un an jusqu'à ce que l'insistance du secrétaire d'Etat paie : Al-Thani accepte finalement de le rencontrer. Rendez-vous est donc pris le

1^{er} décembre 2015, pour un « dîner en ville » chez Jean-Marie Le Guen. Mais le jour J, en fin d'après-midi, on fait savoir à l'ambassadeur que la rencontre n'aura plus lieu au domicile du ministre mais chez l'un de « *ses conseillers* », à Neuilly-sur-Seine, un certain Karim Guellaty. Un personnage au curriculum vitae détonnant (lire l'encadré, ci-dessous), absent du livre de Chesnot et Malbrunot.

Ce 1^{er} décembre, sur le coup de 20 heures, l'ambassadeur du Qatar, accompagné de son épouse et de sa collaboratrice, se retrouve à la table de Guellaty. Surprise, Le Guen n'est

pas venu avec Madame : il est flanqué d'Olivier Spithakis, l'ancien directeur général de la Mutuelle nationale des étudiants de France de 1983 jusqu'à son départ forcé en 1998, suite au « scandale de la Mnef ». Sous la houlette de Spithakis, la Mnef a recruté et salarié à tour de bras des militants socialistes et trotskistes liés à l'Unef, le syndicat étudiant de gauche, comme cadres, administrateurs ou consultants. Jean-Marie Le Guen, lui-même, a été administrateur puis salarié avant de devenir conseiller médical de la direction de la mutuelle. Il sera d'ailleurs inquiété

COMMUNICANT TOUT-TERRAIN,

Karim Guellaty aurait proposé, pour 45 000 € mensuels, de s'occuper de la communication "illisible" du Qatar : 25 000 € pour lui et ses équipes, et le reste pour quelques relais bien choisis dans le monde politique.

UN CONSULTANT MULTICARTES



facebook

Karim Guellaty, Franco-Tunisien de 43 ans, est un habitué des coulisses politico-diplomatiques. Arrivé de Tunisie pour faire son droit à Paris au début des années 90, il se met sous la protection d'un ami de son père, Jacques Foccart, l'ancien secrétaire général de la cellule africaine à l'Elysée. C'est à cette occasion qu'il rencontre Philippe Evanno, alors secrétaire général de l'Union nationale interuniversitaire (UNI), un syndicat créé après Mai 68 par le mouvement gaulliste, sur les conseils de

Foccart justement. En 2005, Evanno lui demandera de servir d'intermédiaire avec les ravisseurs de journalistes français retenus en Irak, dans la rocambolesque « affaire Julia » du nom de l'ancien député de droite Didier Julia, qui avait multiplié les interventions dans le processus de libération des otages. Plein de ressources - il est l'auteur d'un « Que sais-je ? » sur le droit musulman -, Karim Guellaty cultive aussi d'excellentes relations à gauche. En 1995, il fonde l'Alliance des étudiants francophones (AEF), dont il prendra

la présidence. Une mystérieuse association, qui n'a pas laissé beaucoup de souvenirs dans le milieu universitaire, si ce n'est celui des subventions qu'elle a pompées : en 1998, l'AEF a par exemple reçu 250 000 F de la Mnef, à la demande de son directeur de l'époque, le socialiste Olivier Spithakis. Grâce aux larges réseaux de ses deux parrains, Foccart et Spithakis, Karim Guellaty se lancera ensuite dans le conseil politique. Auprès de ses interlocuteurs, il se vante d'avoir joué un rôle décisif dans la campagne présidentielle de Jacques Chirac en 1995, à la tête du segment Jeunes et étudiants. En 2014, c'est au chevet de Dominique Strauss-Kahn qu'on le retrouve, aidant le paria du Sofitel à vendre ses services au gouvernement tunisien. Tout-terrain, le communicant... ■

lors de l'enquête sur ces emplois fictifs, avant de bénéficier d'un non-lieu pour insuffisance de charges. Spithakis, lui, sera condamné à deux ans de prison avec sursis et 50 000 € d'amende. Le Guen et Spithakis sont des camarades de longue date. Avec Jean-Christophe Cambadélis, l'actuel premier secrétaire du PS, ce sont eux qui ont organisé la mainmise du parti sur la mutuelle étudiante dans les années 80. Une bande de copains à laquelle appartenait aussi Karim Guellaty.

Cette drôle de brochette prend donc place à table face à l'ambassadeur du Qatar. Guellaty a mis le paquet : champagne, traiteur, décoration soignée, petites mains pour assurer le service, c'est un dîner de gala. Manière d'amadouer le chaland ? Durant tout le repas, Guellaty et Le Guen monopolisent la parole, insistant sur la communication « *illisible* » du Qatar, le risque que le Qatar bashing se répande dans les rangs des parlementaires, avant d'évoquer les millions d'euros dépensés par les Emirats arabes unis en lobbying pour taper sur le Qatar, leur voisin et rival. A entendre le duo, les Qataris se débrouillent très mal pour défendre leur image et il serait grand temps que des gens sérieux leur donnent un coup de main. Le consultant étale son expertise dans le domaine de la communication politique, tandis que Le Guen rappelle qu'en tant que secrétaire d'Etat chargé des Relations avec le Parlement il a le pouvoir d'orienter finement les questions des députés. L'ambassadeur encaisse mais ressort de ce dîner sonné, tel un boxeur descendant du ring, doublé de cette fâcheuse impression d'être tombé



PAYER DE SA PERSONNE

Jean-Marie Le Guen n'hésite pas à s'afficher tout sourire avec l'ambassadeur Meshal al-Thani, lors de la fête nationale qatarie, à Paris, sous les dorures de l'hôtel Potocki, dans le VIII^e arrondissement, le 18 décembre 2015.

dans un « *traquenard* », comme le rapporte un de ses confidents. Il est loin d'être au bout de ses surprises.

Dans les semaines qui suivent, Karim Guellaty bombarde de courriels et de SMS l'ambassadeur et ses collaborateurs dans lesquels il détaille un plan de bataille en six phases qu'il se propose de mettre en œuvre pour « *restaurer* » l'image du Qatar avec la promesse de créer « *un partenariat étroit avec les domaines politiques régaliens et ceux d'influence (parti et institutions)* », selon l'une de ses nombreuses notes que *Marianne* a pu consulter. Le consultant promet de produire des « *livrables à chaque étape pour vérifier qu'on va dans le bon sens* ». Bref, il se positionne déjà comme s'il travaillait pour l'ambassade.

De son côté, Jean-Marie Le Guen mouille lui aussi le maillot. Le 18 décembre 2015, sous les dorures du magnifique hôtel Potocki, avenue de Friedland, dans le VIII^e arrondissement de Paris, il n'hésite pas à s'afficher tout sourire avec Meshal al-Thani à l'occasion de la fête nationale du Qatar. Malgré son champ d'action très éloigné des relations diplomatiques, Le Guen est le seul membre du gouvernement à avoir fait le déplacement. Mais rien n'est encore bouclé. Début janvier, l'ambassadeur, usage diplomatique oblige, lui propose de partager un nouveau dîner. Pour éviter les déconvenues, le diplomate exige, cette fois, que seuls soient présents autour de la table le secrétaire d'Etat et sa femme. Exit les conseillers et amis. Le lendemain, Al-Thani partage avec ses équipes la teneur de la soirée. Jean-Marie Le Guen est revenu à la charge en

expliquant que l'ambassade devait s'adjoindre les bons services de Guellaty. Avec ce contrat en poche, Doha pourrait dormir sur ses deux oreilles et redorer son blason en France. Quelques jours plus tard, Karim Guellaty obtient d'être reçu à l'ambassade du Qatar, située dans le quartier de l'Etoile. Le 13 janvier 2016, il présente son projet et précise ses tarifs : 45 000 € par mois. Selon un officiel de Doha, il détaille alors à ses interlocuteurs le découpage de cette somme rondelette : 25 000 € pour lui et ses équipes, et le reste pour quelques relais bien choisis dans le monde politique. Avec ça, il assure que le Qatar sera à l'abri. Le collaborateur de l'ambassadeur qui le reçoit est passablement gêné. Il lui explique qu'il ne peut rien décider sans le feu vert de son gouvernement. Manière de botter en touche.

“ÊTRE PATIENT”

Les mois passent, et l'accord des Qataris se fait attendre. Karim Guellaty commence à s'impatienter. Il envoie des messages de plus en plus directifs à l'entourage de l'ambassadeur. Dans leur livre, Christian Chesnot et Georges Malbrunot citent l'un d'eux, daté du 17 mars, que *Marianne* a pu authentifier : « *Notre ami Meshal devrait lire cet article pour saisir et comprendre le poids de Le Guen et se dépêcher de nous caler un rendez-vous.* » Guellaty y joint un lien vers un article du JDD censé montrer l'influence de Le Guen au sein du gouvernement. « *Le menacer n'est absolument pas la solution. Il faut être patient* », lui répond-on. ➤

**LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2015,
FACE À L'AMBASSADEUR DU
QATAR, KARIM GUELLATY MET
LE PAQUET : CHAMPAGNE,
TRAITEUR, PETITES MAINS...**

"IL EST POSSIBLE QUE J'AIE DONNÉ QUELQUES TUYAUX DE COM À L'UN DES MEMBRES DE L'ÉQUIPE DE L'AMBASSADEUR, QUE JE TROUVAIS SYMPATHIQUE." KARIM GUELLATY

➤ Guellaty, en hommage à la pipe de Magritte, rétorque alors : « *Ce n'est pas une menace.* »

ÉNIÈME RENCONTRE

Le 17 mars 2016, Jean-Marie Le Guen envoie un nouveau message à Meshal al-Thani pour convenir d'un autre rendez-vous. L'ambassadeur accepte cette énième rencontre qui a lieu, cette fois, à l'hôtel de Clermont, dans les bureaux du secrétaire d'Etat. Selon les auteurs de *Nos très chers émirs*, c'est à cette occasion que Jean-Marie Le Guen aurait soumis à son interlocuteur le nom d'une autre boîte de communication, ESL & Network, présidée par Alexandre Medvedowsky. Joint par *Marianne*, Alexandre Medvedowsky, un énarque et ancien élu PS en Provence, dément catégoriquement avoir été impliqué dans cette histoire : « *Nous n'avons jamais eu recours ou même envisagé un seul instant de recourir aux méthodes décrites dans le livre et certaines publications afin de tra-*

vailer au Qatar où nous sommes très implantés. » Karim Guellaty nous a confirmé que le dîner du 1^{er} décembre 2015 avait bien eu lieu chez lui en présence de Jean-Marie Le Guen et de l'ambassadeur du Qatar. Quant à la présence énigmatique d'Olivier Spithakis, elle répondait, à l'en croire, à un souhait personnel de Jean-Marie Le Guen. Sur le reste, Guellaty parle d'une « *histoire abracadabrantesque* » et affirme n'avoir jamais cherché à travailler pour les Qataris. « *Il est possible que j'aie donné quelques tuyaux de communication et de stratégie à l'un des membres de l'équipe de l'ambassadeur, que je trouvais sympathique* », élude-t-il.

Contacté par *Marianne* sur ces multiples rendez-vous, Jean-Marie Le Guen nous a fait répondre par la voix de son avocat : « *J'ai rencontré l'ambassadeur du Qatar, comme ceux d'autres pays, dans le cadre de mes fonctions gouvernementales. Je n'ai jamais proposé d'exercer la moindre influence en faveur de l'Etat du Qatar.* » ■ B.R.

ABOU DABI KAQ, ITI

L'homme d'affaires Khadem al-Qubaisi, dit "KAQ", acteur clé de l'un des plus grands scandales politico-financiers du moment, a été pendant le quinquennat Sarkozy l'un des interlocuteurs privilégiés de l'Etat français dans le Golfe.

PAR JACQUES DUPLESSY
ET LIONEL LÉVY

Only God can judge me!» Dans la moiteur de la nuit tropézienne, en ce mois de juillet 2012, l'homme aux cheveux gominés et pantalon pailleté qui porte cette inscription sur son tee-shirt est entouré de jolies filles et de magnums de champagne. Aux premières loges pour contempler la piste du VIP Room. « *A Paris comme à Saint-Tropez, c'était un de nos bons clients* », se souvient-on à la direction du club. Trois heures plus tôt, à côté des cabriolets et limousines impeccablement rangés sur le parking, le play-boy a « garé » deux de ses rutilants bolides en travers du trottoir et des passages cloutés. Deux Bugatti Veyron Super Sport cernées par une grappe de badauds. Des cylindrées produites à seulement 40 exemplaires dans le monde. Celles-là sont siglées, sur leur carrosserie et appuis-tête, de la même empreinte en lettres capitales : KAQ.

KAQ, pour Khadem al-Qubaisi. Cet homme d'affaires sulfureux, originaire d'Abou Dabi, la plus

OLIVIER SPITHAKIS, l'ancien directeur général de la Mutuelle nationale des étudiants de France de 1983 jusqu'à son départ forcé en 1998, à la suite du "scandale de la Mnef", était présent lors du dîner privé du 1^{er} décembre 2015 auquel Jean-Marie Le Guen et l'ambassadeur du Qatar assistaient.



le parisiem / photopop / maxppp

NÉRAIRE D'UN FLAMBEUR



khadem.com

puissante pétromonarchie des Emirats arabes unis, est au cœur de l'un des plus grands scandales politico-financiers de l'Histoire : l'affaire 1MDB (lire l'encadré, p. 29). Ou comment le fonds souverain de la Malaisie, censé faire fructifier l'argent de l'Etat, a été délesté d'au moins 3,5 milliards d'euros au profit de responsables politiques locaux, d'hommes d'affaires proches du pouvoir et d'officiels émiratis. Une somme déjà énorme, qui pourrait grimper à 11 milliards si les dettes du fonds révélaient de nouveaux détournements.

Ce dossier tentaculaire concerne, excusez du peu, pas moins de 12 entités : les Etats-Unis, l'Angleterre, le Luxembourg, la Suisse, les Emirats arabes unis, la Malaisie, la Thaïlande, Hongkong, Singapour,



NICOLAS SARKOZY

- ici, en mai 2009 lors de son voyage à Abou Dabi. Après son retour à la vie civile, il a conservé d'excellentes relations avec Khadem al-Qubaisi - ci-contre, à Saint-Tropez, en juillet 2012. C'est ce dernier qui rémunérait grassement l'ancien chef de l'Etat pour les conférences qu'il donnait dans l'émirat.

l'Espagne, l'Australie, la Nouvelle-Zélande. Depuis 2015, KAQ était recherché dans sept d'entre elles. Il est aujourd'hui emprisonné à Abou Dabi, où ses avoirs ont été gelés. Dans son rapport d'enquête, le FBI cite 54 fois son nom et lui impute six chefs d'inculpation, dont « blanchiment » et « corruption d'agents publics ». « La plainte déposée aujourd'hui constitue le résultat de la plus grande action jamais conduite par nos soins pour la récupération des actifs de la kleptocratie », souligne la procureur américaine Loretta Lynch. Parmi la liste des biens potentiellement acquis avec l'argent détourné de 1MDB, on compte plusieurs propriétés de luxe en Californie et à New York, un jet privé Bombardier et des toiles de Van Gogh ou Monet. Au Luxembourg, le 29 juin dernier, >

> 90 enquêteurs de police judiciaire accompagnés d'un juge d'instruction et d'un représentant du parquet ont perquisitionné la banque Edmond de Rothschild. L'établissement est soupçonné d'avoir été peu regardant sur l'origine des fonds de KAQ, Marc Ambroisien, alors directeur de l'établissement, se serait fait offrir par l'émirati une Aston Martin flambant neuve d'une valeur de 110 000 € en remerciement de ses bons et loyaux services. Le banquier était notamment administrateur de plusieurs de ses biens en France. Un pays que KAQ a toujours adoré, et pas seulement pour ses boîtes de nuit : durant tout le quinquennat de Nicolas Sarkozy, ce quadra au train de vie de milliardaire a été l'un des interlocuteurs privilégiés de l'Etat français dans le Golfe.

joshua paul / ap / sipa



1MDB
Malaysia Development Berhad
Forging Partnerships
Advancing Growth

FOR A GREATER KUALA LUMPUR

OMERTA POLITIQUE

En mai 2009, le président de la République se rend à Abou Dabi pour y inaugurer une base militaire française, la première installée hors de nos frontières depuis cinquante ans. Mais ce voyage officiel n'a pas pour seul objet les questions de défense. Un protocole d'entente est signé à l'occasion entre le FSI (Fonds stratégique d'investissement), le fonds souverain à la française créé par Sarkozy pour épauler l'industrie tricolore, et son homologue émirati, le fonds Mubadala. KAQ est l'un des artisans de ce rapprochement. Malgré la volonté de Sarkozy de multiplier les accords de ce type avec d'autres pays, Abou Dabi fut le seul à répondre à l'appel du FSI, et son unique partenaire étranger. Objectif ? Etudier des prises de participation communes dans des entreprises tricolores, cotées ou non, et bien positionnées dans les nouvelles technologies, le médical ou les énergies renouvelables. Ce qui sera fait quelques années plus tard avec l'entrée au capital de Galileo Global Education, un groupe d'enseignement privé, ou des cliniques Vivalto. Après son départ de l'Élysée et son retour à la vie civile, Nicolas Sarkozy conserve d'excellentes rela-

EN 2012, KHALEM AL-QUBAISI signe un partenariat avec 1MDB, le fonds souverain de Malaisie. KAQ aurait détourné à son profit quelque 472 millions de dollars grâce à un écheveau de trusts et de coquilles domiciliés aux Caraïbes.

tions avec Abou Dabi et KAQ. C'est ce dernier qui rémunère grassement l'ancien chef de l'Etat pour les conférences qu'il donne dans l'émirat. Et c'est encore lui que Sarkozy tente d'embarquer dans Columbia, le fonds d'investissement privé piloté par son ami Stéphane Courbit pour lequel il s'imagine jouer le VRP de luxe. KAQ dira banco avant que les démêlés judiciaires de Courbit dans l'affaire Bettencourt ne sonnent le glas du « fonds Sarko ».

Eric Besson, son ancien ministre, a eu plus de chance. Le 22 avril 2015, l'ex-député PS, passé avec armes et bagages dans le camp sarkoziste avant de se recycler dans le conseil, décroche un joli job : il entre comme directeur au comité exécutif de

Cepsa, le quatrième plus gros groupe industriel en Espagne (plus de 10 000 salariés), spécialisé dans le pétrole et le gaz. Une belle boîte, dont Total avait cédé le contrôle quelques années plus tôt. Quand ? A l'été 2011, du temps où Eric Besson était ministre de l'Industrie et de l'Energie. Et à qui ? A Ipic, un autre fonds d'Abou Dabi, présidé à l'époque – tiens donc... – par l'ami KAQ. « *Khadem al-Qubaisi a nommé M. Eric Besson à la veille de l'arrivée de son successeur, le nouveau président H.E. Souhail al-Mazrouei* », confirme à Marianne le service de communication de l'entreprise. Un cadeau offert in extremis par un Al-Qubaisi aux prises avec les premières révélations du scandale 1MDB. A Cepsa, on se souvient peu d'Eric Besson, qui a démissionné assez vite, le 13 janvier 2016. « *C'était un directeur que l'on pourrait qualifier d'indépendant et de non exécutif* », indique-t-on pudiquement au siège. Dans le rapport annuel de Cepsa pour l'année 2015, on apprend que les neuf membres du *board* dont faisait partie Eric Besson se sont partagé la coquette somme de 5,9 millions d'euros en guise de rémunération. Soit un peu plus de 600 000 € par an et par tête. Combien

“ABOU DABI FAIT MOINS PARLER DE LUI QUE LE QATAR. IL A POUTANT DES INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES AUSSI IMPORTANTS EN FRANCE.”

IMDB : UN SCANDALE PLANÉTAIRE

Désigné comme le businessman de l'année 2009 par la presse arabe, Khadem al-Qubaisi (KAQ) avait la haute main sur les différents fonds d'investissement du riche émirat d'Abou Dabi. En 2012, il signe un partenariat avec IMDB, le fonds souverain de Malaisie. Au total, au moins 3,5 milliards de dollars auraient été siphonnés de IMDB pour atterrir dans les poches de quelques protagonistes. On a ainsi retrouvé 681 millions de dollars sur le compte personnel du Premier ministre malaisien, Najib Razak. KAQ,

de son côté, aurait détourné à son profit quelque 472 millions de dollars grâce à un écheveau de trusts et de coquilles domiciliés aux Caraïbes. Tous les acteurs de ce scandale rejettent les accusations. Plusieurs banques suisses, par lesquelles ont transité les fonds, sont dans le viseur des enquêtes menées aux Etats-Unis, en Malaisie ou au Luxembourg. Une carambouille planétaire qui éclabousse quelques vedettes du business et du show-biz. Leonardo Di Caprio, qui avait fêté ses 40 ans sous une pluie de champagne dans une boîte de nuit appartenant à KAQ

et dont le film *le Loup de Wall Street* a été financé par IMDB, s'est dit prêt à collaborer avec la justice américaine. En France, Bernard Arnault rase lui les murs. Le patron de LVMH a siégé au conseil consultatif du fonds malaisien de fin 2012 à avril 2015. Il nous a fait savoir être « entré dans IMDB après une demande adressée au bureau de LVMH Asie ». « Il n'avait aucun pouvoir et n'était membre que de l'advisory board qui rassemble des personnalités, c'était juste de l'image », expliquent ses communicants. C'est réussi. ■

le capot qui met 2,5 s pour atteindre 100 km/h, ça s'entend dans les rues, et ça ne s'oublie pas ! »

SA MÉTHODE ? L'INTIMIDATION

KAQ n'a pas laissé que des traces de gomme sur le bitume azuréen. Il a aussi investi dans la pierre. D'après les statuts de ses multiples sociétés civiles immobilières, il s'est offert pas moins de sept villas à Saint-Trop, un complexe de 23 logements et commerces sur la Croisette à Cannes, deux maisons de luxe à Ramatuelle et quatre autres biens à Paris, dont deux immeubles avenue d'Iéna, dans le XVI^e arrondissement. D'après nos estimations, il y en aurait pour 80 millions d'euros au bas mot. Les emplettes débutent en 2009 et se poursuivent jusqu'en 2015. « Les dates d'achat d'une partie de ses biens correspondent à celles où l'argent commence à se volatiliser du côté de IMDB, relève Clare Rewcastle Brown, la journaliste anglaise, et belle-sœur de l'ancien Premier ministre anglais Gordon Brown, à l'origine des premières révélations sur son blog « Sarawak Report ». *Pour KAQ, c'était sans doute une façon de diversifier ses actifs en cas de saisie dans les autres pays. C'est un personnage extrêmement rusé, sinon dangereux.* » Glenn Maud, un magnat de l'immobilier britannique qui a eu maille à partir avec KAQ, abonde : « L'intimidation fait partie de ses méthodes. »

La liste de biens enregistrés au greffe français que Marianne a pu reconstituer n'est pas exhaustive. Un document de la justice néo-zélandaise que nous avons pu consulter mentionne un immeuble « avenue Raphaël à Paris », propriété d'un mystérieux trust, Indigo Management Limited, dont le bénéficiaire final serait Al-Qubaisi. Contacté, le parquet national financier n'a, pour le moment, « pas encore ouvert » d'enquête préliminaire. ■ J.D. ET L.L.

l'ancien ministre de Sarkozy a-t-il empoché pour ces neuf mois de présence ? Autour de 450 000 € ? Joint par Marianne, Eric Besson s'énerve – « De toute façon, vous ne trouverez rien ! » – avant de raccrocher.

L'omerta politique va bien au-delà du seul cas Besson. « Contrairement au Qatar, la pétromonarchie d'Abou Dabi fait beaucoup moins parler d'elle. Elle a pourtant une stratégie de "soft power" assez similaire et des intérêts économiques aussi importants en France. De plus, sa surface financière est nettement supérieure », assure un ancien ambassadeur de la région. Au groupe d'amitié France-Abou Dabi de l'Assemblée nationale, qui rassemble 43 parlementaires de tous bords, de Jérôme Chartier, Valérie Boyer, Gérald Darmanin ou

Olivier Dassault à droite, à Razy Hammadi ou Jean-Marie Le Guen à gauche, on ne se bouscule pas pour parler des relations économiques avec le micro-Etat. Et encore moins de KAQ, un illustre inconnu pour tous. « Ce groupe n'est pas très actif. Et moi, encore moins, s'excuse presque l'écolo François de Rugy, en charge de sa commission défense. *Abou Dabi, je n'y ai jamais mis les pieds.* » Le président PS de ce cénacle, Joaquin Pueyo, dit s'être retrouvé à sa tête « un peu par hasard » et assure que ces voyages là-bas, « exclusivement culturels », se comptent sur les doigts d'une main.

Même le maire de Saint-Tropez, Jean-Pierre Tuveri, ne se souvient pas de KAQ. Un riverain s'amuse : « Moi, si ! Un bolide de 1 200 ch sous

 **eric delvaux**
catherine boullay
le 5/7
avec tous les jeudis
la participation de Renaud Dély,
directeur de la rédaction de Marianne


LES MIRAGES FRANÇAIS EN ARABIE



Sous Hollande comme sous Sarkozy, la France a multiplié les courbettes au régime saoudien pour espérer récupérer de "grands contrats" et des commandes militaires. Sans succès. La faute à de mauvais choix d'intermédiaires, mais aussi à une situation économique dégradée dans la péninsule Arabique... PAR MARC ENDEWELD

Rien n'est trop beau pour remporter des contrats militaires en Arabie saoudite. C'est ainsi que la France, comme le rapportent les journalistes Christian Chesnot et Georges Malbrunot*, a apporté une aide stratégique au royaume saoudien dans sa guerre totale au Yémen contre les rebelles houthistes, appuyés par l'Iran. Dès 2009, Nicolas Sarkozy avait accepté que la direction des renseignements militaires livre des images satellite aux Saoudiens, un service refusé par le Pentagone qui redoutait les victimes civiles au vu des piètres qualités des pilotes saoudiens... Ainsi, selon un militaire français interrogé par Chesnot et Malbrunot, « *des vols de reconnaissance des positions houthistes ont été effectués hors des réglementations internationales par des avions de combat qui venaient des Emirats ou de la France. Ils survolaient à basse altitude le Yémen pour faire des repérages photo de manière à donner des cibles qu'on a enregistrés sur un CD-Rom qui a été remis*

au chef d'état-major de la marine saoudienne sur le porte-avions français ». Mais l'appui français est allé au-delà, avec la livraison aux Saoudiens de matériels ultrasensibles, en l'occurrence des appâts électroniques à disposer sur les cibles pour guider les bombes.

LE COFFRE-FORT SAUDIEN

Depuis l'offensive saoudienne contre le Yémen, en 2015, la France de François Hollande a continué de fournir, avec une grande célérité, images satellite et matériel de reconnaissance aux forces saoudiennes. Ce qui n'a pas empêché l'Arabie saoudite, début 2016, d'acheter pour plusieurs milliards de dollars six satellites aux Américains plutôt qu'aux Français... Durant les deux derniers quinquennats, les multiples courbettes de l'Élysée à l'égard du royaume saoudien n'ont toutefois que rarement été suivies d'effet sur un plan commercial et financier. Souvent parce que les Français ont parié sur les mauvais réseaux et les mauvais intermédiaires. A l'annonce

du quinquennat Hollande, la « *diplomatie économique* » du nouveau chef de l'Etat et de son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, avait concentré tous ses efforts sur l'entourage de l'ancien roi Abdallah, décédé le 23 janvier 2015. Dans cette perspective, l'ambassade de France à Riyad avait conseillé à toutes les grandes sociétés françaises du CAC 40 (notamment EDF, Areva, Veolia...) de s'allier avec le groupe Ben Laden, l'un des plus grands groupes saoudiens de BTP, pour espérer récupérer localement plusieurs milliards de contrats. Pour sceller ces ententes, une structure avait même été créée, Global Energy Holding Company, dirigée par le Saoudien Mazen al-Sawwaf.

Au final, ce projet fut une très mauvaise opération pour la France et ses grandes entreprises. Avec l'accession au pouvoir du nouveau roi, Salman, en janvier 2015, la famille Ben Laden s'est en effet retrouvée totalement en disgrâce du régime saoudien, notamment à cause de l'effondrement d'une grue de chantier du groupe de BTP à La Mecque qui



Joan Valat / pool news / reuters

avait causé la mort de 111 personnes. Cette catastrophe a conduit les autorités à suspendre les contrats publics et même à assigner à résidence certains des dirigeants du groupe...

Ce n'est pas la première fois que la France échoue de façon spectaculaire en Arabie saoudite. Quand il était en poste à l'Elysée, Nicolas Sarkozy avait lui aussi essayé de mettre la main sur le coffre-fort saoudien. Sans succès. Car, à l'époque, l'exécutif avait essayé

MAUVAISE OPÉRATION

François Hollande - ici, avec le roi Salman, à Riyad, le 24 janvier 2015 - et l'Arabie saoudite, des relations pas très rentables.

d'imposer dans les négociations les réseaux de Khaled Bugshan, homme d'affaires saoudien d'origine yéménite, très lié à la droite française, ami de l'intermédiaire Alexandre Djouhri et du banquier Wahib Nacer, également très proche de l'ancien ministre socialiste de la Défense Alain Richard.

À l'époque, les Saoudiens voyaient pourtant d'un très mauvais œil l'éventuel retour des turpitudes du passé, telles celles qui avaient présidé à la conclusion des contrats de frégates Sawari, objet de nombreuses enquêtes judiciaires. En 1997, la société Parinvest, cogérée alors par Khaled Bugshan et Wahib Nacer, banquier du Crédit agricole Indosuez de Genève, avait en effet touché 85,5 millions de francs issus du contrat Sawari 2. Mais, lors de leur instruction, bouclée en 2014, les juges Van Ruymbeke et Le Loire n'avaient pas interrogé Khaled Bugshan et son entourage. Il faudra attendre le printemps 2015 et l'« affaire des tableaux » de Claude Guéant, l'ancien secrétaire général de l'Elysée, pour que l'intermédiaire saoudien soit mis en examen pour « fraude fiscale » et « blanchiment ». Dans

cette dernière affaire, Bugshan aurait versé 500 000 € à l'avocat malaisien qui avait justement acheté quelques jours plus tard pour le même prix deux tableaux appartenant à Claude Guéant. Cette proximité entre Nicolas Sarkozy et ces intermédiaires serait d'ailleurs à l'origine de l'un des plus grands échecs français en Arabie saoudite ces dernières années : le contrat de TGV entre La Mecque et Médine, finalement remporté par les Espagnols.

CRISE BUDGÉTAIRE

Depuis, pourtant, le patron en titre de la société Odas qui gère les exportations d'armes françaises en Arabie saoudite est toujours l'amiral Edouard Guillaud, qui n'est autre que l'ancien chef d'état-major particulier de Nicolas Sarkozy. Manifestement, l'actuel ministre socialiste de la Défense, Jean-Yves Le Drian, n'y trouve rien à redire... Dans les relations complexes entre la France et l'Arabie saoudite, les alternances politiques gauche-droite ne jouent pas un rôle majeur. « Jusqu'à présent, le gâteau était suffisamment gros pour être partagé! » ironise un intermédiaire. Reste que le coffre-fort saoudien pourrait bientôt se réduire à un simple mirage... L'Arabie saoudite subit depuis bientôt trois ans une grave crise économique et budgétaire, sur fond de baisse des cours du pétrole. Après de nombreuses restrictions budgétaires, le pouvoir saoudien vient d'instaurer une TVA à 5 % sur l'ensemble du royaume. Une petite révolution. La situation au Moyen-Orient, notamment en Syrie et en Iran, risque aussi de peser sur l'état de santé économique de l'Arabie. Et, dans ce jeu-là, un vieil intermédiaire pourrait revenir en force dans les réseaux d'affaires français, le Libanais Omar Zeidan, proche du clan Assad, un homme connu pour avoir rendu de nombreux services à la diplomatie française dans cette région du monde ces trente dernières années. ■

* Nos très chers émirs. Sont-ils vraiment nos amis ?, de Christian Chesnot et Georges Malbrunot, éd. Michel Lafon, 2016.

L'ARABIE SAOUDITE, CE PAYS À QUI HOLLANDE A SU DIRE NON

Depuis que l'anglophone Ghana, le Mexique et le Qatar comptent parmi les 84 pays de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), n'importe quel Etat peut espérer une place dans ce cénacle. L'année dernière, la Québécoise de conviction Michaëlle Jean a fait des bonds en recevant un dossier de candidature expédié par le roi Salman d'Arabie saoudite. Aussitôt, la secrétaire générale de l'OIF appelle André Vallini, ministre français de la Francophonie. Pour lui, la France doit dire *niet*. « A quel titre faudrait-il accepter un pays qui n'a pas

d'attache historique avec notre langue et qui propage un islam wahhabite à l'opposé de nos valeurs ? » demande-t-il, se tournant vers le Quai d'Orsay. Faute de réponse, Vallini demande l'arbitrage du chef de l'Etat. Par retour de SMS, son ami François Hollande lui promet une « sortie par le haut ». A Madagascar pourtant, le jour du sommet des chefs d'Etat, l'Arabie saoudite joue son va-tout : l'Egypte, le Gabon, le Bénin, les Comores, ainsi que le Sénégal et le Maroc défendent l'adhésion de Riyad. Monaco aussi. Devant cette offensive concertée, le Premier ministre canadien,

Justin Trudeau, hésite, puis réaffirme son attachement aux droits des minorités sexuelles. Le Québec et la Belgique expriment aussi leur réticence. Enfin, François Hollande se tourne vers Vallini et se lance. « Le respect des droits de l'homme et des droits des femmes sont une condition sine qua non pour être dans la francophonie », déclare le président qui suggère d'ajourner l'adhésion de l'Arabie saoudite. Par le hasard du remaniement Valls-Cazeneuve, Vallini a dû permuter son poste avec le ministre des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen. ■ DANIEL BERNARD